

La lutte contre le déficit budgétaire a été menée sans relâche, même au milieu d'une profonde récession. Le déficit demeure un grand défi national. Nous avons placé au coeur de notre politique une action visant à comprimer les dépenses de programmes du gouvernement, c'est-à-dire toutes les dépenses à l'exception du service de la dette. Nous avons fait des progrès, de 1984 à 1990. Pendant cette période, les dépenses de programmes du gouvernement fédéral ont progressé beaucoup moins, en termes réels, que celles de tout autre pays membre du G-7, au rythme de seulement 0,1 p. 100 par année. Cela nous a permis de transformer notre déficit de fonctionnement en excédent de fonctionnement. Cela signifie que nous sommes en mesure d'acquitter le coût de tous nos programmes actuels, mais que notre déficit persiste à cause du service de la dette.

Cela a nécessité des décisions difficiles, parfois impopulaires, qui ont souvent suscité de grandes controverses. Cette austérité nous a permis de diminuer la part du déficit dans l'économie canadienne. Selon des critères comptables comparables à ceux qu'on applique aux États-Unis, le déficit fédéral canadien est tombé de 6,7 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) pendant l'année financière 1984-1985 à seulement 4,4 p. 100 cette année, en dépit des pressions qui se sont exercées sur les revenus et sur les dépenses du fait de la récession. Cela correspond à un recul global de 2 p. 100 pendant cette période. Pendant le même laps de temps, le déficit fédéral américain a diminué d'un total de 0,4 p. 100, mais il équivaut actuellement à 5,4 p. 100 du PIB, selon les mêmes critères.

Les questions de la dette et du déficit constituent un pénible héritage du passé. Quant à l'avenir, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a prédit que c'est le Canada qui, parmi les pays du G-7, connaîtrait la plus forte croissance en 1993. Tout indique que ce sera le cas : nous avons enregistré un taux de croissance annuel de 4 p. 100 pendant le premier trimestre ainsi qu'une forte hausse de notre principal indicateur économique.

Nous voici donc revenus sur la bonne voie, revenus aux principes de base. De ce fait, nous avons pu prendre de nouvelles mesures d'adaptation sur le plan micro-économique, sous l'impulsion du secteur privé.

Je ne vais pas décrire en détail ce volet de notre ordre du jour national. Je me contenterai de faire observer qu'il suppose de nouveaux schèmes de pensée et de nouvelles approches dans tous les domaines, de la formation, de l'éducation et de la technologie à des modalités de coopération entre les entreprises et le monde syndical.